

2 Politique

Sommet Afrique-France

Ali Bongo Ondimba attendu à Bamako

J.K.M

Libreville/Gabon

Aux côtés de plusieurs de ses pairs du continent et de son homologue français, le chef de l'État devrait se pencher sur la situation sécuritaire et politique en Afrique.

LE président de la République, Ali Bongo Ondimba, est attendu aujourd'hui à Bamako (Mali) où il va prendre part, aux côtés de plusieurs de ses pairs du continent et de son homologue français, au sommet Afrique-France qui s'ouvre ce jour dans la capitale malienne avec la conférence

des ministres des Affaires étrangères. La rencontre des chefs d'État et de gouvernement devant se tenir demain. Ces assises revêtent des allures d'adieu au continent noir pour le président français, François Hollande, qui a décidé récemment, on s'en souvient, de ne pas se porter candidat à sa propre succession. Ce sommet, placé sous le thème du partenariat, de la paix et de l'émergence, va faire la part belle aux questions de sécurité sur le continent et des migrants africains en Europe. Tout laisse à penser que, en sa qualité de président en exercice de la Communauté économique des



Photo : Prince

Ali Bongo Ondimba prend part à Bamako au Sommet Afrique-France.

États de l'Afrique centrale (CEEAC), Ali Bongo Ondimba devrait réaffirmer la volonté des leaders de la sous-région à consolider la

paix et à lutter contre le terrorisme tel qu'ils l'avaient clamé, en décembre dernier, à Libreville, à l'issue de la 8e session ex-

traordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC.

On se souvient qu'au cours de ces assises, ils avaient exprimé leurs vives préoccupations quant à la montée de l'extrémisme violent, tout en décidant de renforcer la coordination des efforts de surveillance et de collecte de renseignements en temps réel entre États, en vue de prévenir l'aggravation de ce fléau. Non sans condamner fermement les exactions des groupes armés en RDC, RCA et au Burundi. Tout en réaffirmant leur attachement au processus de Yaoundé dans la lutte contre la piraterie

et l'insécurité maritimes dans le Golfe de Guinée. Des actes meurtriers qui, selon plusieurs experts, mettent à mal certains intérêts stratégiques d'États côtiers du continent.

Sur un tout autre plan, la situation en Gambie devrait également occuper une place des choix dans l'agenda des chefs d'État et de gouvernement. D'autant plus que, initialement prévue mercredi, la mission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cédéao), pour tenter de convaincre le président Yahya Jammeh de céder le pouvoir, a été reportée à aujourd'hui

Au ministère de l'Intérieur

La sécurité au cœur de la Can Total 2017

LLIM

Libreville/Gabon

A quelques heures du coup d'envoi de la 31ème édition de la Coupe d'Afrique des Nations de football que le Gabon abrite, le ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique et de l'Hygiène publique, chargé de la Décentralisation et du Développement local, Lambert-Noël Matha, a reçu, hier, au siège de son département, au Delta Postal, les responsables des communautés de tous les pays qualifiés pour cette fête de la jeunesse africaine. Au menu de cette rencon-



Photo : D.R

Le ministre de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha a voulu donner...

tre, la sécurisation des délégations des supporters à l'intérieur et à l'extérieur des stades et le long des parcours sur les quatre sites devant abriter l'événement. Les questions de gestion des flux migratoires ont été également abordées.

Le ministre de l'Intérieur, d'entrée, informé ses hôtes des mesures prises par le gouvernement gabonais pour faire de cette Can une véritable fête africaine comme par exemple la réduction de moitié du prix du visa d'entrée au



Photo : D.R

... aux représentants des communautés des pays qualifiés pour la Can, des garanties quant aux conditions de sécurité autour de l'événement.

Gabon pour l'occasion. Dans leurs interventions respectives, les responsables des communautés ont apprécié à leur juste valeur, toutes les mesures de facilité offertes par le pays hôte à l'occasion de cette Can. Ils ont néanmoins émis des in-

quiétudes sur le plan sécuritaire, eu égard aux menaces de boycott distillées çà et là, surtout pour ceux des supporters devant emprunter les voies terrestre, maritime et ferroviaire. En réponse, Le ministre Matha, qui était pour la cir-

constance entouré de son délégué et du commandant en chef de la police nationale, a recommandé aux uns et autres la vigilance et la prudence pendant toute cette période. C'est un droit pour les uns de ne pas aller dans les stades et c'est aussi un devoir de leur part de ne pas empêcher les autres d'y aller. La sécurité étant une question permanente et régionale du ministère dont il a la charge, il a dit y veiller car, indépendamment de cela, le Gabon est dans une sous-région qui est en proie à des menaces multiformes, a-t-il reconnu. Les uns et les autres sont sortis de cette réunion, rassurés.

Aux Affaires étrangères/Fin des états généraux sur la modernisation de la gestion et des engagements internationaux

Diminution des organes à missions temporaires et célérité dans le traitement des dossiers



Photo : D.R

Le ministre délégué aux Affaires étrangères, Calixte Isidore Nsié Edang, (c) clôturant les travaux.

J-C-A

Libreville/Gabon

LES états généraux sur les traités et accords internationaux, qui se sont ouverts en début de semaine, se sont achevés hier, dans l'après-midi, à l'Hôtel des Affaires étrangères, sur une batterie de résolutions devant permettre un traitement efficace et une bonne applicabilité des accords et traités conclus par

notre pays.

Clôturant ces assises, le ministre délégué aux Affaires étrangères, Calixte Isidore Nsié Edang, représentant le ministre titulaire empêché, a déclaré qu'avec le projet de note circulaire édictant les règles à suivre pour l'élaboration et la conclusion des accords et traités internationaux, d'une part, et la révision du décret N°937 portant sur les procédures d'adoption des textes législatifs et ré-

glementaires, d'autre part, les travaux complètent l'œuvre de codification entamée depuis l'an 2000 dans la gestion des structures de l'État. S'agissant du dernier texte précité, il a été proposé de rajouter un sixième chapitre consacré aux accords. Toutefois, M. Nsié Edang a souhaité, comme il l'a du reste déclaré, que soit configurée l'application informatique dédiée aux accords, bien qu'elle puisse intervenir a

posteriori.

Des réflexions proposées, on peut retenir la nécessité de ne plus voir se multiplier les organes à missions temporaires. De même, la célérité dans le traitement des dossiers relatifs à la politique étrangère et la participation de tous à la formulation de l'expression des engagements doit être de mise. A cet égard, il a déclaré attendre la collaboration des agents dans les décisions

d'ouverture et de définition du cadre des négociations, de l'agenda prévisionnel et des procédures ultérieures en vue de donner au gouvernement les outils nécessaires à une meilleure planification de cette matière. Aussi s'est-il dit convaincu que le travail abattu par les seminaristes va constituer un élément déterminant dans le fonctionnement régulier des services publics, tant sur le fond que sur la forme, no-

tamment en ce qui concerne la collaboration transversale entre les différentes administrations.

Il a enfin clos son propos en décernant une mention spéciale au comité d'organisation, aux participants et aux conférenciers dont l'engagement et l'implication ont permis d'atteindre les objectifs de ces assises. Toutes les conclusions ayant sanctionné ces assises seront publiées ultérieurement.



Photo : D.R

Les participants au terme de leurs assises.